

Travail et développement : que peut-on apprendre du modèle nordique ?

Asbjørn Wahl

Asbjørn Wahl, conseiller, Fédération norvégienne des employés municipaux et des services sociaux sanitaires (*Fagforbundet*).

Le modèle social nordique, ou État-providence, s'est développé dans un contexte historique spécifique. Il ne peut donc pas être évalué indépendamment de ses origines sociales et historiques et des rapports de force qui l'ont rendu possible. Si nous voulons vraiment arriver à bien saisir le potentiel, le développement et les perspectives d'avenir de l'État-providence, il est crucial d'effectuer une étude plus poussée et plus approfondie pour aboutir à une meilleure compréhension de ce modèle.

L'économie politique de l'État-providence

On obtient inévitablement un certain niveau de services sociaux (santé, éducation, protection sociale, etc.) dans tous les pays à mesure que leur économie se développe. En effet, c'est l'économie elle-même qui exige beaucoup en termes de reproduction de la force de travail, de qualifications, de transports publics, et ainsi de suite. La forme organisationnelle, la qualité et le niveau de ces services, cependant, reflètent la réalité des rapports de force dans les relations concrètes des sociétés ainsi que dans la situation internationale.

En dernier ressort, jouir de services publics gérés démocratiquement, universellement accessibles, au lieu d'un marché de services privés à but lucratif, dépend de la structure du pouvoir et du rapport de force, économique, social et politique dans la société.

Toutefois, l'État-providence tel que nous le connaissons n'est pas seulement un produit des rapports de force en général, mais le résultat d'un développement historique spécifique du 20^e siècle, incluant la Révolution russe (voir ci-dessous). Au lieu d'être le résultat d'un dialogue social et d'une coopération tripartite, comme beaucoup dans le mouvement syndical voudraient nous le faire croire, l'État-providence est le résultat d'une longue période de luttes sociales dures et d'affrontements de classe.

Depuis que le capitalisme est devenu le mode dominant de production dans nos sociétés, il traverse des cycles d'expansion et de contraction. Le capitalisme du laisser-faire relativement non régulé du 19^e et de la première moitié du 20^e siècle correspond à une extrême exploitation des travailleurs en général, et il a causé une misère extraordinaire durant les

périodes de contraction du cycle économique. La classe ouvrière a réagi en s'organisant et en luttant sur les lieux de travail ainsi qu'au niveau politique. Grâce à cette offensive, le mouvement ouvrier a progressivement obtenu de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail ainsi qu'une protection sociale de qualité.

En particulier, la dépression économique des années 1930 a conduit à une augmentation de la pression populaire en faveur d'interventions politiques dans les marchés économiques. Le chômage de masse, l'augmentation de la misère, le fascisme et la guerre ont généré de fortes demandes venant des masses populaires pour la paix, la sécurité sociale, le plein-emploi et pour un contrôle politique de l'économie. Ainsi, lorsque les dirigeants des nations victorieuses se sont réunis à la conférence de Bretton Woods vers la fin de la Seconde guerre mondiale, le message de leurs travailleurs et de leurs citoyens était clair : mettre fin aux crises d'un capitalisme sauvage. Compte tenu du rapport de force existant alors, c'est le modèle keynésien de capitalisme régulé qui a remporté une victoire hégémonique, créant ainsi les fondements économiques et sociaux de l'État-providence.

À cet égard, il est important de noter que la puissance du mouvement ouvrier a permis d'aller au-delà du renforcement des droits syndicaux et de la réglementation du marché du travail. La maîtrise générale des forces du marché a été beaucoup plus importante. Le pouvoir du capital a été réduit en faveur des organes politiques élus. La concurrence a été freinée par des interventions politiques dans le marché économique. Le contrôle des capitaux a été introduit et le capital financier a été strictement régulé. Par le biais de la forte expansion du secteur public et de l'État-providence, une grande partie de l'économie a été complètement retirée du marché et soumise à des décisions politiques. En bref, l'État-providence est issu d'un rapport de force !

Le pacte sociopolitique

Au cours du siècle dernier, la lutte sociale entre le travail et le capital dans de nombreux pays a abouti à une guerre de tranchées au cours de laquelle aucune des parties n'est parvenue à améliorer ses positions. Le mouvement syndical n'a pas été en mesure de conquérir de nouveaux territoires et les forces du capital n'ont pas été en mesure de vaincre les organisations de travailleurs. Résultat, le mouvement syndical a progressivement adopté une sorte de coexistence pacifique avec les intérêts capitalistes.

Dans les années 1930, cette cohabitation a commencé à s'institutionnaliser dans certaines parties de l'Europe lorsque le mouvement syndical a conclu des ententes avec les organisations patronales, en particulier dans les pays nordiques, et après la Seconde guerre mondiale dans la plupart des pays d'Europe occidentale. D'une

période caractérisée par de durs affrontements entre le travail et le capital, les sociétés sont entrées dans une phase de paix sociale, de négociations bipartites et tripartites et de politiques de consensus. C'est l'équilibre des pouvoirs au sein de ce pacte social entre le travail et le capital qui a constitué la base sur laquelle l'État-providence s'est développé. Les conditions de vie et de travail, ainsi que la protection sociale, se sont progressivement améliorées.

Un facteur important de la période qui a suivi la Seconde guerre mondiale est que le capitalisme international a connu plus de 20 ans de stabilité et de forte croissance économique. De ce fait, il a été plus facile de partager les dividendes entre le travail, le capital et le secteur public.

Une caractéristique importante de ce contexte est l'existence d'un système économique concurrent en Union soviétique et en Europe de l'Est. Comme l'historien britannique Éric Hobsbawm (Hobsbawm, 1994) l'a souligné, cela a fortement contribué à obliger les capitalistes occidentaux à accepter un compromis. Il est également important de noter que, avant sa création, l'État-providence, sous la forme de capitalisme régulé, n'a jamais été un objectif du mouvement syndical. L'objectif déclaré était le socialisme. C'est à cause de la peur du socialisme – après la Révolution russe et avec le renforcement et la radicalisation du mouvement ouvrier en Europe de l'Ouest durant la Seconde guerre mondiale – que les propriétaires de capitaux en Europe de l'Ouest ont cédé à beaucoup des exigences du mouvement syndical.

L'État-providence n'a pas été le véritable but du mouvement ouvrier, mais plutôt le résultat d'un compromis historique entre le travail et le capital, et cela se reflète dans le caractère mixte de l'État-providence. D'une part, des parties de l'État-providence représentent des embryons de la vision qu'avait le mouvement ouvrier d'une meilleure société (assurances sociales, prestations pour enfants, redistribution, services sociaux gratuits, droits universels), d'autre part, d'autres parties de l'État-providence fonctionnaient plus comme l'atelier de réparation d'un système économique brutal et inhumain, pour compenser ses lacunes (prestations de chômage, régimes de retraite, dédommagement des accidents de travail, problèmes de santé au travail, santé de la main-d'œuvre, exclusion du marché du travail, etc.).

On ne devrait pas non plus oublier qu'en cours de route faisaient rage des luttes idéologiques et politiques au sein du mouvement ouvrier. Les courants les plus radicaux ou révolutionnaires voulaient socialiser ou démocratiser la propriété des moyens de production, tandis que les courants les plus modérés ou réformateurs voulaient seulement limiter le pouvoir du capital par le biais de réglementations politiques et de réformes. C'est précisément la force des courants les plus radicaux qui a obligé les forces capitalistes à se lancer dans un compromis de classe en Europe de l'Ouest.

En tout état de cause, la politique du pacte social, qui est devenue concrètement l'État-providence, a donné lieu à d'énormes améliorations

des conditions de vie et de travail. Dans le mouvement ouvrier, cela a conduit à croire généralement qu'une solution avait été trouvée pour parvenir à une société porteuse de progrès social et d'une répartition relativement juste de la richesse pour les gens ordinaires – et cela sans avoir à faire tous les sacrifices liés à la lutte de classe et aux affrontements sociaux. Des ententes entre le travail et le capital ont été conclues de façons relativement calmes et pacifiques à l'échelon national. On pensait généralement que la société avait atteint un niveau plus élevé de civilisation.

Pour le mouvement syndical, le pacte social, en réalité, représentait l'acceptation de l'organisation capitaliste de la production, de la propriété privée des moyens de production et du droit des employeurs de diriger le processus de travail. En échange de gains en bien-être social et en conditions de travail, les confédérations syndicales garantissaient la paix sociale et la retenue dans les négociations salariales. Dit simplement, l'État-providence avec ses conditions de vie progressivement améliorées constitue ce qu'un mouvement ouvrier relativement pacifique a obtenu en échange de sa renonciation à son projet socialiste. Aujourd'hui, nous pouvons conclure qu'il s'agissait d'un gain à court terme dans un contexte historique très particulier.

À l'heure actuelle, plus de 50 ans plus tard, nous devons admettre que cette stratégie capitaliste a été largement couronnée de succès. En raison de réalisations importantes dans le domaine du bien-être social, des salaires et des conditions de travail, le pacte sociopolitique a reçu l'appui massif de la classe ouvrière, tandis que la section la plus radicale et anticapitaliste du mouvement ouvrier était progressivement marginalisée. Le secteur dominant du mouvement ouvrier a également commencé à comprendre le progrès social comme résultant de la paix sociale et de la coopération avec les propriétaires de capitaux les plus civilisés. Pour beaucoup de dirigeants syndicaux de l'époque, les affrontements sociaux devenaient indésirables et nuisibles avec des conséquences négatives pour les conditions de vie des travailleurs et devaient donc être évités. Combiné avec l'idée dominante que le libre-marché capitaliste avait été défait, ce développement a conduit à la déradicalisation et à la dépolitisation du mouvement ouvrier et à la bureaucratisation du mouvement syndical. Le rôle historique des partis sociaux-démocrates est devenu administration de cette politique de compromis de classe.

Le tournant – l'offensive néolibérale

Lorsque la reconstruction de l'économie après la Seconde guerre mondiale a pris fin, le modèle économique keynésien de l'après-guerre a rencontré de plus en plus de difficultés. Stagnation, inflation et crises des profits se sont multipliées. Sous l'impulsion de ces crises économiques internationales, les forces du marché sont passées à l'offensive et ont

ouvert la voie à l'ère actuelle du néolibéralisme. Les politiques de pacte social ont ainsi atteint leur point de développement maximal dans les années 1970. Les forces capitalistes ont ensuite changé de stratégie afin de restaurer la rentabilité : elles ont effectué un retrait progressif du pacte social et ont adopté progressivement des politiques de confrontation avec le travail.

La majeure partie du système complexe de régulation qui avait été utilisé pour apprivoiser les forces du marché et créer ainsi les conditions préalables au développement de l'État-providence, a tout simplement été démantelée. Cette politique de dérégulation a conduit au développement sauvage d'une économie spéculative où plus de 90 % des transactions économiques internationales sont spéculatives, principalement avec la spéculation monétaire, entraînant une redistribution sans précédent de les richesses du public au privé, du travail au capital et des pauvres vers les riches. La pauvreté tant publique que privée est de plus en plus visible à côté d'un accroissement de la fortune privée parmi l'élite. Le modèle de redistribution de l'État-providence a, en d'autres termes, été renversé.

Une partie importante de la stratégie du capital a été de procéder à la restructuration de la production capitaliste à l'échelle mondiale. Gestion globale de la chaîne de production, production « lean » (maigre), sous-traitance, délocalisation et relocalisation des chaînes de montage ainsi que des services de soutien sont les caractéristiques centrales de ce développement. Les travailleurs et les modèles sociaux sont opposés les uns aux autres en raison de cette liberté plus débridée que jamais de la circulation des capitaux, des biens et des services. La nouvelle gestion publique a introduit les modèles du secteur privé dans le secteur public. La liberté du marché et la capacité de concurrence de plus en plus déréglementée des marchés internationaux ont été les principes directeurs des politiques actuelles. En conséquence, la concurrence est de plus en plus présente dans le marché du travail, et une croissance rapide du travail précaire est en train de saper les droits syndicaux des travailleurs. Une grande brutalisation du travail est l'un des effets les plus néfastes et les plus graves de cette évolution.

Cette offensive capitaliste n'a pas rencontré beaucoup de résistance. Le mouvement syndical n'était pas bien préparé à cette nouvelle situation économique et sociale. Les syndicats ont trouvé difficile d'agir dans le cadre des nouvelles conditions économiques et sociales alors que leurs politiques et leurs activités étaient principalement adaptées à leur expérience dans une période de prospérité économique. En outre, le processus de dépolitisation et de déradicalisation qui avait eu lieu au cours de l'ère du pacte social a facilité les efforts des propriétaires de capitaux pour résoudre la crise en attaquant les conditions de travail, les droits syndicaux des travailleurs, les services publics, les droits sociaux et la protection sociale.

Par le biais de structures de pouvoir informelles qui n'avaient pas de compte à rendre démocratiquement, comme le G8, d'institutions comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'institutions régionales comme l'Union européenne (UE), de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) et d'autres accords commerciaux bilatéraux et régionaux, les politiques néolibérales se sont renforcées et institutionnalisées au niveau international. En bref, un immense changement dans l'équilibre des pouvoirs entre le travail et le capital a eu lieu, et cette fois en faveur du capital. Les grandes sociétés multinationales ont été à l'avant-garde de ce développement, grâce à leur liberté nouvellement obtenue à l'égard de la régulation et du contrôle démocratique.

Le fait que la base du pouvoir de l'État-providence se soit érodée, bien entendu, ne signifie pas qu'il y a le risque d'un retour à la situation qui a précédé l'État-providence, lorsque les dépenses sociales constituaient une part du PIB considérablement plus petite qu'aujourd'hui (Lindert 2004 : 11 et suiv.). La société s'est développée bien au-delà de ce stade et l'économie actuelle est totalement tributaire d'un certain nombre de services publics et sociaux. Ce n'est donc pas seulement la taille du secteur public qui est décisive à cet égard, mais aussi – et plus importants encore – les rapports de force en son sein.

L'affaiblissement de l'État-providence va d'abord et avant tout se manifester dans les formes organisationnelles, dans la stratification, la qualité et le niveau des services sociaux – par le biais de la privatisation, de l'augmentation du nombre des appels d'offres, de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, de frais d'utilisateur de plus en plus élevés, du passage de services universels au contrôle des conditions de ressources (Means Testing), par l'intermédiaire de la marchandisation de la force de travail (Esping-Andersen 1990 : 35 et suiv.), etc. En raison du renforcement des forces du marché, nombreux sont ceux qui auront du mal à avoir accès à un logement décent, et qui vivront une détérioration des conditions de travail et des services de santé.

En conséquence, nous pouvons conclure que l'affaiblissement et la déconstruction de l'État-providence sont toujours en cours et que le potentiel du nouveau rapport de forces n'est pas épuisé. En revanche, la pesanteur institutionnelle combinée avec l'existence du suffrage universel et d'institutions démocratiques même affaiblies, et une résistance sociale sporadique, ralentissent le processus de déconstruction. La question de savoir si ce développement pourra se poursuivre dépendra de la portée et de la force de la résistance sociale qui est mobilisée d'abord pour la défense des acquis de l'État-providence et ensuite pour des objectifs sociaux et politiques plus ambitieux.

Le passage du consensus à la confrontation

Le mouvement syndical a été pris par surprise par ce développement. Le passage du consensus à la confrontation de la part du capital n'a pas été

compris à l'intérieur d'un mouvement ouvrier orienté vers un consensus de pacte social. La démolition des compromis historiques a donc aussi conduit à une crise politique et idéologique dans les partis sociaux-démocrates et dans la majeure partie du mouvement ouvrier. Avec une base dépolitisée et passive, et une direction souvent cooptée appartenant de plus en plus à l'élite de la société, les partis sociaux-démocrates se sont rapidement adaptés au néolibéralisme ambiant, mais sous une forme plus douce que la version originale de droite.

Dans ce contexte, la mondialisation, au lieu d'être comprise comme la forme concrète de l'offensive néolibérale en cours, a été interprétée comme une phase nécessaire du développement de la nouvelle économie mondiale. « La mondialisation est là pour rester » a été le thème dominant de larges secteurs du mouvement ouvrier. Une bonne partie du mouvement syndical dans les pays développés s'est donc également montrée en faveur d'une politique très ciblée de renforcement de la compétitivité internationale de leurs propres entreprises (syndicalisme d'affaires). Une plus grande flexibilité, y compris dans sa nouvelle version maquillée de flexicurité – ce qui signifie l'affaiblissement des conditions de travail et de la réglementation du travail – a été adoptée au nom de l'accroissement de la compétitivité. La compétitivité, à son tour, est interprétée comme le seul et unique moyen de garantir des emplois.

La dérégulation et la libéralisation économique ont, en général, été largement acceptées, à condition qu'elles soient accompagnées par des normes du travail (ou des clauses sociales). Ainsi, l'accent mis sur le rapport de force réel et la limitation des forces du marché par le biais de règlements applicables a été remplacé par une sorte de formalisme juridique – tant au niveau national, au sein de l'Union européenne et dans des institutions comme l'OMC et la Banque mondiale. Un véritable petit monde universitaire travaillant sur les questions de responsabilité sociale des entreprises (RSE), sous la forme de normes éthiques volontaires, a vu le jour dans ce vide créé par l'effritement du pouvoir des syndicats et des mouvements sociaux. Ces universitaires étaient aidés par une armée d'ONG bien financées et bien intentionnées, et de groupes de recherche pour ériger un écran de fumée idéologique obscurcissant l'immense changement en cours dans les rapports de force en faveur des intérêts capitalistes.

Ces politiques ne visent pas à lutter contre la libéralisation de l'économie elle-même ; elles sont dirigées contre les effets négatifs de la libéralisation sur les travailleurs. Cependant la libéralisation sans effets négatifs sur les travailleurs n'existe pas. C'est le processus de libéralisation qui est le problème. Si les syndicats et les mouvements sociaux veulent réduire les effets négatifs de la libéralisation, ils doivent lutter contre la libéralisation elle-même. En effet la libéralisation, c'est la dérégulation et la privatisation, et c'est précisément la façon dont l'immense changement dans le rapport des forces de la société s'est produit.

La brutalisation du travail

La brutalisation extensive du travail est une résultante importante du nouveau rapport de force. En effet, un nombre croissant de travailleurs sont exclus du marché du travail et déclarés inemployables. Nous assistons par ailleurs à un nombre record de congés maladie ainsi qu'à une augmentation du nombre des blessures et des accidents du travail. Le stress et le prétendu syndrome de fatigue chronique affectent un grand nombre de travailleurs sur les lieux de travail. Cette dégradation du contrôle du processus de production a été observée dans beaucoup d'industries et de secteurs d'activités. Bref, de nombreux signes indiquent qu'un changement important va bientôt affecter le marché de l'emploi et la relation fondamentale entre le travailleur et le travail.

Beaucoup de gens ces dernières années ont ainsi subi une intensification de la pression au travail, de fréquentes violations des lois et accords régissant le travail, quotidiennement enfreints sur les lieux de travail, ainsi qu'un accroissement de l'insécurité et de l'incertitude. Un nombre croissant de travailleurs sont complètement exclus du marché du travail. En Norvège, 15 % de la population totale dans la tranche d'âge allant de 16 à 67 ans (67 étant l'âge normal de la retraite) a pris une retraite anticipée ou reçoit une pension d'invalidité ou bénéficie de mesures d'insertion. Le chiffre a doublé en 20 ans. En même temps, les syndicats et les législations du travail ont été attaqués et affaiblis. Tout cela prouve qu'une sérieuse brutalisation du travail est en cours.

Cette situation représente une rupture importante avec l'âge d'or de l'économie de bien-être social. En effet, au cours de cette période, du moins dans le monde industrialisé, nous avons bénéficié d'une amélioration graduelle des conditions de travail qui s'est accompagnée d'une diminution de la concurrence, d'un allègement des heures de travail, d'une augmentation de la durée des congés annuels, d'une meilleure sécurité de l'emploi, de l'introduction des indemnités de maladie, d'une diminution des cadences de travail, d'une réduction du stress, de la fermeture ou rénovation des lieux de travail insalubres et dangereux, et du développement d'une meilleure législation réglementant le cadre de travail. Cette amélioration a eu lieu en même temps que la hausse du taux de l'emploi, l'augmentation des droits syndicaux et de la codétermination sur les lieux du travail comme au sein des entreprises.

Cela ne veut pas dire que nous jouissons de conditions de travail idéales, loin de là. Beaucoup de problèmes n'étaient pas résolus. Néanmoins nous étions en présence d'un développement positif. Les conditions de travail et le cadre de travail s'amélioraient progressivement. Ce mouvement est désormais arrêté. Le revirement actuel menace la dignité humaine du travailleur.

Ce recul comprend en particulier les nouvelles méthodes d'administration et d'exploitation, les nouvelles structures organisationnelles nées de

l'âpreté de la concurrence au sein du marché. Il en résulte un effet profond sur les conditions de travail et la santé des travailleurs. Les travailleurs sont exclus plus tôt. La concurrence et la restructuration des entreprises publiques et privées, les changements dans les relations de travail, la réduction du contrôle sur le processus de travail et le caractère de plus en plus précaire du travail, ont créé une situation de plus en plus inacceptable pour les travailleurs. Dans le même temps, les recherches ainsi que l'observation confirment l'inefficacité des mesures prises par les politiciens et les autorités publiques européennes : partout elles ont été impuissantes à enrayer et à arrêter l'exclusion des travailleurs déclarés non récupérables, comme le montre la « Fondation européenne pour l'amélioration du niveau de vie et des conditions du travail ».

Il faut absolument que nous reconnaissons l'existence de la crise actuelle et que nous analysions la pyramide des pouvoirs ainsi que ses forces agissantes afin de mieux les combattre.

L'écart grandissant entre les riches et les pauvres ne fait qu'exacerber les problèmes de santé et de bien-être. Vicente Navarro a conclu que l'inégalité croissante que nous observons dans le monde entier a un effet négatif sur la santé et la qualité de la vie des populations. Il a démontré que c'est cette inégalité même – c'est-à-dire la distance entre les groupes et la distance entre les individus ainsi que l'absence de cohésion sociale due à cette distance – qui est le problème (Navarro 2004, p. 26). En d'autres termes, à mesure que les politiques néolibérales creusent l'écart entre les riches et les pauvres, et que ces inégalités entraînent des problèmes de santé, nous pouvons conclure que la globalisation néolibérale nuit à la santé.

En outre, l'idéologie du pacte social est incapable d'expliquer ou de mettre sur pied des contre-stratégies aptes à s'opposer à ce courant. À l'époque de l'économie de bien-être social, il y avait un rapport direct entre la croissance économique et de meilleures conditions de vie et de travail. Ce rapport n'existe plus. Aujourd'hui la croissance économique ne conduit qu'à la régression et non plus au progrès. Le concept d'État-providence est dépassé.

L'État-providence, en particulier le modèle nordique, représentait un progrès social énorme pour la majorité des travailleurs. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Pourquoi ce système reconnu, en dépit de ses faiblesses, comme l'un des modèles sociaux les plus efficaces dans l'histoire humaine est-il aujourd'hui attaqué de toutes parts ? Voici en résumé les raisons principales :

En premier lieu, le pacte social était un modèle instable. C'était un compromis appartenant à une situation historique concrète et spécifique. En outre, les principales caractéristiques économiques et sociales du système capitaliste étaient encore intactes. En second lieu, du point de vue du mouvement ouvrier, ce qui aurait pu être considéré comme un important compromis tactique à court terme devint l'objectif stratégique

à long terme. Plutôt que d'être compris comme un pas en avant vers une émancipation sociale plus fondamentale, le compromis de classes et son corollaire l'État-providence, nous ont conduit graduellement à « la fin de l'histoire », une véritable impasse. En troisième lieu, et ceci est lié à l'argument précédent, le pacte social s'est avéré une idéologie erronée. Le contrôle démocratique de l'économie n'a jamais pu être pleinement atteint, un capitalisme dénué de crises n'a pu être créé et la lutte des classes n'était pas terminée. En quatrième lieu, l'attaque néolibérale a pris par surprise le mouvement ouvrier. Au lieu de mobiliser les masses pour défendre les gains acquis par l'État-providence et développer la lutte sociale, la majorité des dirigeants du mouvement syndical et du mouvement ouvrier ont été contraints à la défensive et se sont accrochés à la paix sociale et au modèle de dialogue social. Ils ont négocié des concessions et même adopté une surprenante grande partie de l'idéologie néolibérale.

Il faut dépasser le modèle keynésien

Avec le recul du temps, la plus importante leçon que nous puissions tirer de l'histoire de l'État-providence est que ce modèle n'était pas allé assez loin pour permettre le contrôle démocratique de l'économie. Un de ses effets les plus positifs a été la redistribution des revenus. Cependant l'État continuait à être dominé par les relations fondamentales de la production capitaliste. La forte concentration du capital et des moyens de production est devenue une base solide d'où une attaque pouvait être lancée contre la distribution relativement équitable des biens et services dans les sociétés de bien-être social. C'est exactement ce qui se produit aujourd'hui sous la forme d'une offensive néolibérale globale.

Le nouveau modèle social devra donc aller au-delà de l'approche keynésienne de l'État-providence. Les politiques sociales émancipatrices devront présupposer un changement radical du rapport de force. Dans cet objectif, nous devons non seulement comprendre mais aussi nous concentrer résolument sur la question du pouvoir et de la propriété. Ce n'est pas une question de bonnes intentions, de bonne volonté ou de moralité supérieure (ou encore de « responsabilité sociale des entreprises », comme disent certains), mais de rapports de force, d'équilibre des pouvoirs entre le travail et le capital, entre les forces du marché et la société civile.

À long terme, nous devons comprendre que la lutte pour un autre modèle social dans les intérêts de la grande majorité du peuple exige que nous affrontions les intérêts économiques, politiques et sociaux qui sont responsables des attaques contre les services publics et l'État-providence. Les structures du pouvoir et les rapports de force devront changer. Des réformes structurelles telles que la taxe sur le change des devises, le contrôle du capital, l'augmentation de la taxation des entreprises multinationales, le contrôle local des ressources naturelles et,

progressivement, le contrôle démocratique de l'économie devront donc être le point de départ et la direction de nos luttes futures.

Les tâches immédiates

Les tâches les plus importantes et les plus immédiates du mouvement ouvrier sont :

a Défendre les gains acquis sous le régime de l'État-providence.

C'est notre première ligne de défense car nous sommes dans une phase défensive. Elle nous est dictée par la situation même. Cela signifie la lutte contre la privatisation, la dérégulation, et pour la sauvegarde de notre sécurité sociale ; la lutte pour la protection des systèmes sociaux universaux que nous avons bâtis dans de nombreux pays, et contre son remplacement par le contrôle des ressources (Means Test) et autres enquêtes humiliantes. Cette défense comprend aussi la lutte pour un modèle de financement basé sur un impôt progressif qui visera les nantis plutôt que la taxation des usagers économiquement faibles.

b Se confronter à l'institutionnalisation du néolibéralisme à l'échelle internationale.

L'institutionnalisation transnationale de ses politiques constitue une part importante de la stratégie néolibérale. En effet, elle permet aux intérêts qui se trouvent derrière les solutions orientées sur le marché de rejeter les structures et procédés démocratiques locaux et nationaux devenus alors lettre morte. La législation au niveau de l'Union européenne peut ainsi forcer l'ouverture des marchés (La Directive sur les services en est un des exemples les plus récents). Ce résultat peut aussi être obtenu en passant des accords avec les institutions internationales telles que l'OMC (Organisation mondiale du commerce). L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) est par exemple utilisé non seulement pour donner à la concurrence de marché la primauté sur la protection sociale ou environnementale, mais aussi pour rendre la privatisation et la dérégulation irréversibles. Les mouvements sociaux et leurs vastes réseaux internationaux ainsi que les ONG se sont organisés pour contrer ces politiques de commerce et d'investissements. Le Our World Is Not For Sale Network (Réseau notre monde n'est pas à vendre) en est l'organisation la plus importante et mérite d'être soutenu par tous les défenseurs des acquis de l'État-providence.

c Démocratiser et développer nos institutions et services sociaux au sein d'une alliance entre producteurs et usagers.

Bien que les services publics jouissent d'un vaste soutien populaire, les critiques ne manquent pas. Elles concernent leur accès limité, leurs structures bureaucratiques et leur qualité discutable. Le sous-financement auquel ils sont soumis est précisément destiné à les

discréditer et à servir de prétexte à la privatisation. C'est une stratégie typique des politiciens néolibéraux. Il est donc important de ne pas nier, mais, au contraire, de reconnaître et d'expliquer ces déficiences, de les corriger et de formuler une politique qui améliorerait la qualité, la réponse aux besoins des usagers, et l'accessibilité des services publics. Des réformes démocratiques et organisationnelles sont cruciales ici et, judicieusement mises en place, devraient constituer un bouclier contre la privatisation et les attaques politiques. Les alliances politiques et sociales entre les usagers des services publics et ceux qui les fournissent sont d'une grande importance stratégique pour les victoires sociales à venir.

Bien que ces tâches immédiates soient par elles-mêmes d'une importance indéniable, il faut les aborder sans oublier nos objectifs stratégiques à long terme. Nos exigences concrètes devront donc :

- contribuer à basculer le rapport de force du capital vers le travail, et des forces du marché vers la société civile ;
- être liées aux expériences, problèmes et intérêts des groupes sociaux concernés : une mobilisation efficace l'exige ;
- contribuer à la construction d'une vaste alliance sociale : le pouvoir populaire l'exige.

Ce changement des rapports de force ne peut être acquis que par une mobilisation générale des syndicats, des mouvements sociaux, d'autres organisations populaires et des ONG, en une alliance assez forte pour se confronter aux intérêts capitalistes et les faire reculer. De nouvelles couches sociales s'ajoutent tous les jours à la liste des victimes de l'offensive néolibérale, et ce sont précisément ces groupes sociaux qu'il faudra fonder en de nouvelles alliances non traditionnelles.

Il est particulièrement important de former une alliance entre le mouvement syndical et le nouveau mouvement de solidarité et de justice mondiale fondé au cours des dernières années. Bien qu'il ne soit encore qu'une idée imparfaite des rapports de classes, ce mouvement a été un facteur dynamique de la résistance populaire et, par son ardeur, son désir d'indépendance et de contrôle démocratique par le bas, son réalisme et son militantisme, il a inspiré et redonné l'espoir. Certaines de ses demandes peuvent par ailleurs revitaliser beaucoup de syndicats bureaucratiques et démodés. Si ces relations peuvent être établies de manière constructive et sincère, ces deux mouvements peuvent mutuellement s'épauler et qualitativement changer la nature de la lutte même.

La coopération et la coordination internationales entre ces alliances et mouvements sont importantes. Cependant, pour qu'elles soient possibles au-delà des frontières, il faut qu'au préalable il y ait de puissants mouvements actifs aux niveaux locaux et nationaux. La lutte mondiale et abstraite contre le néolibéralisme n'existe pas. Les luttes sociales ne se mondialiseront que dans la mesure où les mouvements

nationaux deviendront conscients de la nécessité d'une coopération internationale pour avancer leurs positions contre des forces réactionnaires bien coordonnées. Donc, même si une perspective mondiale et une coordination nationale sont des nécessités, il faut avant tout organiser la lutte au niveau des alliances locales.

En Norvège, la « Campagne pour l'État-providence » a enregistré de beaux succès au cours de ces dernières années en faisant grandir une opposition. Cette alliance comprend des syndicats du secteur privé comme du secteur public, des organisations de femmes, des organisations d'étudiants, une organisation de retraités, de petits paysans, d'usagers des services sociaux, etc. Ce n'est pas encore un véritable mouvement populaire mais c'est déjà une vaste alliance qui représente l'infrastructure politique, sociale et organisationnelle nécessaire à la lutte contre la politique de libéralisation, de dérégulation et de privatisation. Elle porte en elle la promesse d'un monde nouveau.

Conclusion

L'État-providence n'est pas seulement la somme des institutions sociales et des budgets publics. Il a été le produit de rapports de force concrets dans tous les domaines sociaux. Ses caractéristiques étaient :

- une politique de plein-emploi
- des marchés régulés et une concurrence restreinte
- une forte influence des travailleurs et de leurs syndicats sur les lieux de travail
- la redistribution des richesses et l'éradication de la pauvreté
- l'universalité des services par opposition au contrôle des ressources (Means Testing).

Le changement du rapport de force entre le travail et le capital au cours des vingt-cinq dernières années a affecté toutes ces caractéristiques (augmentation du chômage, exclusion, pauvreté, santé, etc.). L'État-providence est en voie de disparition, entraînant avec lui sa base de soutien.

Les leçons les plus importantes que nous puissions tirer du modèle nordique sont 1) les progrès sociaux représentés par l'État-providence résultent de dures luttes sociales et d'un grand changement du rapport de forces entre le travail et le capital, et 2) la fragilité du modèle, l'instabilité et la vulnérabilité de la base de pouvoir de l'État-providence.

À la lumière des vingt-cinq dernières années, nous devons aller au-delà de l'État-providence et vers une société socialement et démocratiquement organisée dans laquelle les besoins du peuple et les limites environnementales seront nos principes directeurs. Le but principal du mouvement des travailleurs, au Nord comme au Sud, est donc aujourd'hui de limiter le pouvoir du capital et de soumettre l'économie à un contrôle démocratique. Cet objectif ne pourra pas être atteint par le

dialogue social ou une coopération tripartite. Il ne le sera que par la lutte des classes et la confrontation. L'histoire nous a enseigné que le pouvoir ne capitule jamais de lui-même. Nous devons donc l'y contraindre.

Références

- Balaniá, B. et al. : Europe Inc. Londres 2000.
- Esping-Andersen, G. : The three worlds of welfare capitalism. New Jersey 1990.
- Gilbert, N. : Transformation of the welfare state. Oxford 2004.
- Hacker, J.-S. : The divided welfare state. Cambridge 2002.
- Handler, J. : « Winding own welfare », in *New Left Review* 2000, n° 4, p. 114-136.
- Hobsbawn, E. : Age of extremes, Londres 1994.
- Kangas, O. & J. Palme (ed.) : Social policy and economic development in the Nordic countries. UNRISD 2005.
- Kautto, M. et al. (ed.) : Nordic welfare states in the European context. Londres 2001.
- Lindert, P. : Growing public. Cambridge 2004.
- Macarov, D. : What the market does to people. Londres 2003.
- Martin, B. : In the public interest ? Privatisation and public sector reform. Londres 1993.
- Navarro, M.-A. « Inequities are unhealthy », in : *Monthly Review* 2004, Vol. 56 n° 2, p. 26-30.
- Pierson, P. : Dismantling the welfare state ? Reagan, Thatcher, and the politics of retrenchment. Cambridge 1994.
- PSPRU : The privatisation network. London 1996.
- Rosa Luxembourg Foundation : Prospects on the European welfare states. Berlin 2005.
- Swank, D. : Global capital, political institutions and policy change in developed welfare states. Cambridge 2002.
- Wainwright, H. : Reclaim the state. Londres 2003.
- Whitfield, D. : Public services or corporate welfare. Londres 2001.
- Wahl, A. : « The ideological legacy of the social pact », in : *Monthly Review*, 2004, Vol. 55 n° 8, p. 37-49.
- Wahl, A. : « Raubbau an der Arbeit », in : *Sozialismus*. 2000, n° 2, p. 38-32.